

**Commission économique pour l'Europe**

Comité des transports intérieurs

**Groupe de travail des transports  
de marchandises dangereuses**

Réunion commune de la Commission d'experts du RID  
et du Groupe de travail des transports de marchandises  
dangereuses

13 mars 2019

Berne, 18-22 mars 2019

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Citernes

**Informations supplémentaires du groupe de travail informel  
sur les contrôles et l'agrément des citernes : Amendements  
proposés au chapitre 6.8 et aux sections 1.8.6 et 1.8.7**

**Transmis par le Gouvernement du Royaume-Uni**

1. En complément des documents ECE/TRANS/WP15/AC.1/2019/18, INF.11 et INF.12, le groupe de travail informel sur les contrôles et l'agrément des citernes souhaite présenter à la Réunion commune les amendements proposés au chapitre 6.8 et aux sections 1.8.6 et 1.8.7, tels qu'ils figurent aux annexes I, II et III respectivement.

## Annexe I

### Amendements proposés au chapitre 6.8

Sous le titre, ajouter le nouveau NOTA 2/3 comme suit :

“NOTA 2/3: Dans le présent chapitre, par "organisme compétent" on entend un organisme conforme au 1.8.6 et [reconnu ou] accrédité conformément à la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3) [type A]. ”

6.8.1 Remplacer le titre par: “Champ d’application et dispositions générales”.

Ajouter la nouvelle sous-section 6.8.1.5 suivante:

“6.8.1.5 *Procédures d’évaluation de la conformité, d’agrément de type et de contrôles*

Les procédures pour effectuer l’évaluation de la conformité, l’agrément de type et les contrôles décrits au 1.8.7 doivent être mises en oeuvre conformément aux 6.8.1.5.1 à 6.8.1.5.6.

L’autorité compétente doit transmettre au secrétariat de l’OTIF/la CEE les noms et adresses des organismes de contrôle qu’elle a agréés en précisant le domaine d’activité que chacun d’entre eux est habilité à effectuer.

Aux fins de cette sous-section, on entend par “pays d’immatriculation”:

l’État partie au RID/La Partie contractante à l’ADR d’immatriculation du wagon/véhicule sur lequel la citerne est montée.	l’État partie au RID/la Partie contractante à l’ADR où est enregistrée le propriétaire ou l’exploitant.
---	---

[pour les citernes amovibles/démontables, l’État partie au RID/la Partie contractante à l’ADR où est enregistrée le propriétaire ou l’exploitant.]

L’organisme de contrôle responsable d’évaluer la conformité d’une citerne complète doit vérifier, dans la mesure du nécessaire, que tous les éléments qui la composent sont conformes aux prescriptions du RID/de l’ADR, où qu’ils aient été fabriqués.

6.8.1.5.1 *Procédure d’examen de type conformément au 1.8.7.2.1*

- a) Pour l’examen de type, le constructeur de la citerne doit faire appel à un organisme de contrôle unique reconnu par l’autorité compétente du pays de construction ou du premier pays d’immatriculation de la première citerne construite de ce type. Si le pays de construction n’est pas un État partie au RID/une Partie contractante à l’ADR, le constructeur doit faire appel à un organisme de contrôle unique reconnu par l’autorité compétente du pays d’immatriculation.
- b) Si l’examen de type de l’équipement de service est effectué séparément de la citerne conformément au 6.8.2.3.2, le fabricant de l’équipement de service doit faire appel à un organisme de contrôle reconnu par l’autorité compétente d’un État partie au RID/d’une Partie contractante à l’ADR.

6.8.1.5.2 *Délivrance du certificat d’agrément de type conformément au 1.8.7.2.2*

Seule l'autorité compétente ayant agréé ou reconnu l'organisme de contrôle qui a effectué l'examen de type délivre le certificat d'agrément de type.

Toutefois, lorsqu'un organisme de contrôle est désigné par l'autorité compétente pour délivrer le certificat d'agrément de type, l'examen de type doit être effectué par cet organisme de contrôle.

#### 6.8.1.5.3 *Suivi de fabrication conformément au 1.8.7.3*

- a) Pour le suivi de fabrication, le constructeur de la citerne doit faire appel à un organisme de contrôle unique reconnu par l'autorité compétente du pays d'immatriculation ou du pays de construction. Si le pays de construction n'est pas un État partie au RID/une Partie contractante à l'ADR, le constructeur doit faire appel à un organisme de contrôle unique reconnu par le pays d'immatriculation.
- b) Si l'examen de type de l'équipement de service est effectué séparément de la citerne, le fabricant de l'équipement de service doit faire appel pour le suivi de fabrication à un organisme de contrôle reconnu par l'autorité compétente d'un État partie au RID/d'une Partie contractante à l'ADR. Il peut avoir recours à un service interne d'inspection conformément au 1.8.7.6 pour appliquer les procédures du 1.8.7.3.

#### 6.8.1.5.4 *Contrôle et épreuves initiaux conformément au 1.8.7.4*

Pour les contrôle et épreuves initiaux, le constructeur de la citerne doit faire appel à un organisme de contrôle unique reconnu par l'autorité compétente du pays d'immatriculation ou du pays de construction. Si le pays de construction n'est pas un État partie au RID/une Partie contractante à l'ADR, le constructeur doit faire appel à un seul organisme de contrôle reconnu par le pays d'immatriculation.

#### 6.8.1.5.5 *Vérification de mise en service conformément au 1.8.7.5*

Lorsque l'attestation de contrôle initial est délivrée par un organisme de contrôle qui n'est pas agréé ou reconnu par l'autorité compétente du pays d'immatriculation [ou du pays de construction], une vérification de mise en service de la citerne peut être exigée par l'autorité compétente du pays d'immatriculation.

Lorsque l'immatriculation d'une citerne est transférée d'un État partie au RID/d'une Partie contractante à l'ADR à un/une autre, l'autorité compétente de l'État partie au RID/la Partie contractante à l'ADR à laquelle la citerne est transférée peut exiger une vérification de mise en service.

Dans un tel cas, le propriétaire ou l'exploitant de la citerne doit faire appel à un organisme de contrôle unique agréé par l'autorité compétente du pays d'immatriculation pour effectuer cette vérification. La vérification de mise en service doit tenir compte de l'état de la citerne et veiller à ce que les prescriptions du RID/ADR soient respectées.

#### 6.8.1.5.6 *Contrôles intermédiaires ou périodiques ou exceptionnels conformément au 1.8.7.6*

Les contrôles intermédiaires ou périodiques ou exceptionnels doivent être effectués

<p>(ADR): dans le pays d'immatriculation par un organisme de contrôle reconnu par l'autorité compétente de ce pays.</p> <p>(RID): par un organisme de contrôle reconnu par l'autorité compétente du pays où a lieu le</p>	<p>par un organisme de contrôle reconnu par l'autorité compétente du pays où a lieu le contrôle ou, si le pays n'est pas un État partie au RID/une Partie contractante à l'ADR, par un organisme de contrôle reconnu par</p>
---	--

contrôle ou par un organisme de contrôle | l'autorité compétente du pays  
reconnu par l'autorité compétente du pays | d'immatriculation.  
d'immatriculation.

Le propriétaire ou l'exploitant de la citerne, ou son représentant autorisé, doit faire appel à un organisme de contrôle unique pour chaque contrôle intermédiaire, périodique ou exceptionnel.”

6.8.2.1.16 Au second paragraphe, supprimer: “ou par un organisme désigné par ladite autorité”.

6.8.2.1.23 Modifier les deux première phrases pour lire comme suit:

“Conformément aux 1.8.7.3 et 1.8.7.6, l'aptitude du constructeur ou de l'atelier de maintenance ou de réparation à réaliser des travaux de soudage doit être vérifiée et confirmée.”

Modifier le dernier paragraphe pour lire comme suit:

“En cas de doute sur la qualité des soudures, y compris les soudures faites pour réparer tout défaut révélé par les contrôles non destructifs, des contrôles supplémentaires peuvent être exigés.”

6.8.2.2.2 Dans la dernière phrase, supprimer: “ou par un organisme désigné par elle”.

6.8.2.3 Modifier le titre pour lire comme suit: “Examen de type et agrément de type”.

6.8.2.3.1 Avant le premier paragraphe, ajouter le nouveau 6.8.2.3.1 pour lire comme suit:

“6.8.2.3.1 Examen de type

Les dispositions du paragraphe 1.8.7.2.1 s'appliquent.”

Remplacer: “6.8.2.3.1” par “6.8.2.3.2”.

Au nouveau 6.8.2.3.2, ajouter le titre suivant: “Agrément de type”.

Modifier le premier paragraphe pour lire comme suit:

“Conformément au 1.8.7.2.2.1, pour chaque nouveau type de wagon-citerne/véhicule-citerne, citerne amovible/démontable, conteneur-citerne, caisse mobile, wagon-batterie/véhicule-batterie ou CGEM, l'autorité compétente doit établir un certificat attestant que le type qui a été examiné, y compris les moyens de fixation, convient à l'usage qu'il est envisagé d'en faire et répond aux conditions de construction du 6.8.2.1, aux conditions d'équipements du 6.8.2.2 et aux dispositions particulières applicables aux matières transportées.”

Après: “Ce certificat doit indiquer”, ajouter: “outre ce qui figure au 1.8.7.2.2.1”.

Supprimer le premier tiret: “- les résultats de l'expertise;”

Modifier le dernier paragraphe du 6.8.2.3.1 pour lire comme suit:

“À la demande du fabricant des équipements de service, il doit être procédé à un agrément de type séparé des soupapes et autres équipements pour lesquels une norme est citée en référence au tableau du 6.8.2.6.1, conformément à cette norme. Cet agrément de type séparé doit être pris en compte lors de la délivrance du certificat de la citerne, si les

résultats d'épreuve sont présentés et si les soupapes et autres équipements de service correspondent à l'usage envisagé.”

- 6.8.2.3.3 Remplacer le texte par “(Supprimé)”.
- 6.8.2.3.4 Remplacer le texte par “(Supprimé)”.
- 6.8.2.4.1 et 6.8.2.4.2 Dans la note de bas de page 13/12, remplacer “l'expert agréé par l'autorité compétente” par “l'autorité compétente”.
- 6.8.2.4.2 Dans l'avant dernier paragraphe, remplacer “l'expert agréé par l'autorité compétente” par “l'organisme de contrôle”.
- 6.8.2.4.5 Modifier le premier paragraphe pour lire comme suit:  
 “Des attestations indiquant les résultats des épreuves, contrôles et vérifications conformément aux 6.8.2.4.1 à 6.8.2.4.4, même en cas de résultats négatifs, doivent être délivrées. Dans ces attestations doit figurer une référence à la liste des matières autorisées au transport dans cette citerne ou au code-citerne et aux codes alphanumériques des dispositions spéciales, conformément au 6.8.2.3.2.”
- 6.8.2.5.1 Au dixième tiret, remplacer “poinçon de l'expert” par “poinçon de l'organisme de contrôle”.
- 6.8.2.6.1 Dans la première phrase, remplacer “1.8.7 or 6.8.2.3” par “1.8.7 et 6.8.2.3”.
- 6.8.2.6.2 Modifier le titre pour lire comme suit: “Examen de type, contrôles et épreuves”.  
 Dans la première phrase, ajouter “l'examen de type et” avant “les contrôles”.
- 6.8.3.3 Modifier le titre pour lire comme suit: “Examen de type et agrément de type”.
- 6.8.3.4.4 Remplacer “expert agréé par l'autorité compétente” et “expert agréé” par “organisme de contrôle”.
- 6.8.3.4.7 et 6.8.3.4.8 Remplacer “l'expert agréé” par “l'organisme de contrôle”.
- 6.8.3.4.13 Dans la note de bas de page 19/12, remplacer “l'expert agréé par l'autorité compétente” par “l'autorité compétente”.
- 6.8.3.4.14 Remplacer “de l'autorité compétente ou de son organisme agréé” par “de l'autorité compétente”.
- 6.8.3.4.18 Remplacer “l'expert agréé par l'autorité compétente” par “l'organisme de contrôle”.
- 6.8.3.5.10 Au dernier tiret, remplacer “poinçon de l'expert” par “poinçon de l'organisme de contrôle”.
- 6.8.3.7 Modifier le second paragraphe pour lire comme suit:  
 “La procédure de contrôle périodique doit être spécifiée dans l'agrément de type si les normes citées en référence au 6.2.2, 6.2.4 ou 6.8.2.6 ne sont pas applicables ou ne doivent pas être appliquées.”
- 6.8.4 c), disposition spéciale TA4 Modifier le texte pour lire comme suit:

“Les procédures d’évaluation de la conformité visées au 1.8.7 doivent être appliquées par l’autorité compétente ou l’organisme de contrôle conforme au 1.8.6.3 et accrédité selon la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3) type A.”

6.8.4 d), disposition spéciale TT2 Remplacer “un expert agréé par l'autorité compétente” par “un organisme de contrôle”.

6.8.4 d), disposition spéciale TT9 Modifier le texte pour lire comme suit:

“Pour les contrôles et épreuves (y compris le suivi de fabrication), les procédures visées au 1.8.7 doivent être appliquées par l’autorité compétente ou l’organisme de contrôle répondant au 1.8.6.3 et accrédité selon la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3) type A.”

6.8.4 d), disposition spéciale TT11 A la fin du premier paragraphe, remplacer “l’autorité compétente, son représentant ou l’organisme de contrôle” par “ l’autorité compétente ou l’organisme de contrôle”.

## Annexe II

### Amendements proposés à la section 1.8.7

#### 1.8.7 Procédures à suivre pour l'évaluation de la conformité, la délivrance des certificats d'agrément de type et les contrôles périodique

*NOTA 1: Dans la présente section, par "organismes compétents" on entend les un organismes de contrôle ou un service interne d'inspection visés aux chapitres 6.2 et 6.8. 6.2.2.11 lorsqu'ils certifient pour les récipients à pression «UN», au 6.2.3.6 lorsqu'ils agrément les récipients à pression «non UN» et au 6.8.4, dispositions spéciales TA4 et TT9.*

*NOTA 2: Dans la présente section, par "fabricant" on entend l'entreprise qui est responsable devant l'autorité compétente de tous les aspects du processus d'agrément de type et de la garantie de la conformité de la construction. Il n'est pas essentiel que l'entreprise participe directement à toutes les étapes de la construction de citernes, wagons-batteries/véhicules-batteries, CGEM, ou récipients à pression, ou d'équipements de structure ou de service soumis au processus d'agrément.*

*NOTA 3: Dans la présente section, les procédures s'appliquent aux éléments, aux équipements de structure et aux équipements de service des wagons-batteries/véhicule-batteries.*

#### 1.8.7.1 Dispositions générales

1.8.7.1.1 Les procédures de la section 1.8.7 doivent être appliquées conformément aux chapitres 6.2 et 6.8. 6.2.3.6 pour l'agrément des récipients à pression «non UN» et conformément aux dispositions spéciales TA4 et TT9 du 6.8.4 pour l'agrément des citernes, des véhicules-batteries et des CGEM.

Les procédures de la section 1.8.7 peuvent être appliquées conformément au tableau du 6.2.2.11 pour la certification l'évaluation des récipients à pression "UN".

Lorsque l'autorité compétente réalise elle-même ces tâches, elle doit respecter les dispositions de la présente section.

1.8.7.1.2 Toutes ~~les~~ demandes concernant:

- a) L'agrément l'examen de type conformément au 1.8.7.2.1; ou
- b) la délivrance du certificat d'agrément de type conformément au 1.8.7.2.2; ou
- bc) le suivi la surveillance de la fabrication conformément au 1.8.7.3; ou
- d) les contrôle et épreuve initiaux conformément au 1.8.7.4; ~~ou~~

doit être adressée par le fabricant à une autorité compétente ou un organisme de contrôle, selon le cas, conformément aux chapitres 6.2 et 6.8.

Toute demande concernant:

- e) la vérification de mise en service conformément au 1.8.7.5; ou
- ef) les contrôles périodiques, les contrôles intermédiaires ou les contrôles exceptionnels à effectuer conformément au 1.8.7.6~~5~~

doit être adressée par le propriétaire ou l'exploitant, ou son représentant autorisé demandeur, à une autorité compétente ~~unique, son représentant~~ ou un organisme de contrôle ~~agréé de son choix~~.

*[Amendement de conséquence: garder l'idée d'une demande unique pour le 1.8.7.2, ou les 1.8.7.3 et 1.8.7.4, ou 1.8.7.5 ou 1.8.7.6 selon le cas aux chapitres 6.2 et 6.8]*

- 1.8.7.1.3 La demande doit comporter:
- dans le cas des 1.8.7.1.2 a), b), c) et d), le nom et l'adresse du ~~demandeur~~ fabricant;
  - dans le cas ~~des 1.8.7.1.2 e) et f), de l'évaluation de la conformité pour lequel le demandeur n'est pas le fabricant,~~ le nom et l'adresse du propriétaire ou de l'exploitant de ce dernier ou son représentant autorisé, selon le cas, dans un État partie au RID/une Partie contractante à l'ADR, et l'emplacement du centre d'épreuves;
  - une déclaration écrite selon laquelle la même demande n'a pas été formulée auprès de toute autre autorité compétente, ~~son représentant~~ ou ~~un~~ organisme de contrôle;
  - la documentation technique pertinente précisée au 1.8.7.87;
  - une déclaration autorisant l'autorité compétente, ~~son représentant ou et un~~ l'organisme de contrôle d'accéder, à des fins d'évaluation de la conformité ou de contrôle, aux lieux de fabrication, de contrôle, d'épreuve et de stockage et leur lui donnant toutes les informations nécessaires.
- 1.8.7.1.4 ~~Lorsqu'il peut démontrer, à la satisfaction de l'autorité compétente ou de son organisme de contrôle délégué la conformité avec le 1.8.7.6, le demandeur peut établir un service interne d'inspection qui peut effectuer tout ou partie des contrôles et des épreuves, lorsque cela est précisé au 6.2.2.11 ou 6.2.3.6. Lorsque le fabricant ou le centre d'épreuves est autorisé à établir un service interne d'inspection conformément aux chapitres 6.2 ou 6.8, il doit démontrer, à la satisfaction d'un organisme de contrôle que le service interne d'inspection est capable de procéder aux contrôles et épreuves conformément au 1.8.7.~~
- 1.8.7.1.5 Les certificats d'agrément de type et les certificats de conformité – y compris la documentation technique – doivent être conservés par le fabricant ~~ou par le demandeur de l'agrément de type, si celui-ci n'est pas fabricant,~~ et par l'organisme de contrôle qui a délivré le ~~certificat~~ procès-verbal d'examen de type, pendant une durée d'au moins vingt ans à compter de la dernière date de fabrication de matériels produits relevant de ce type], et par le propriétaire ou l'exploitant pendant au moins quinze mois après la mise hors service du matériel].
- ~~1.8.7.1.6~~ ~~Lorsqu'un fabricant ou propriétaire a l'intention de cesser sa fabrication, il doit envoyer la documentation en question à l'autorité compétente. L'autorité compétente doit conserver la documentation pendant le reste de la période prescrite au 1.8.7.1.5.~~
- 1.8.7.2** **Procédure d'examen de type et délivrance du certificat d'Agrement de type**
- ~~Les agréments de type autorisent la fabrication des récipients à pression, citernes, véhicules batteries ou CGEM dans les limites de la période de validité de l'agrément.~~
- 1.8.7.2.1 Procédure d'examen de type
- Le fabricant demandeur doit :



- a) dans le cas de récipients à pression, mettre à la disposition de l'organisme ~~de contrôle-competent~~ des échantillons représentatifs de la production envisagée. L'organisme ~~de contrôle-competent~~ peut demander des échantillons supplémentaires si c'est nécessaire pour le programme d'~~essais-épreuve~~;
- b) dans le cas de citernes, de wagons-batteries/véhicules-batteries ou de CGEM, donner accès au prototype pour les ~~épreuves-essais~~ de type;-
- c) dans le cas d'un équipement de service qui n'a pas d'agrément de type séparé, demander une évaluation de la conformité avec le matériel sur lequel il est installé. L'évaluation doit démontrer la conformité de l'équipement de service aux prescriptions du RID/de l'ADR; les résultats de procès-verbaux existants d'autres réglementations ou normes peuvent être pris en compte.

#### 1.8.7.2.2

L'organisme ~~de contrôle-competent~~ doit:

- ~~da~~) examiner la documentation technique indiquée au 1.8.7.~~87~~.1 pour vérifier que la conception est conforme aux dispositions pertinentes du RID/de l'ADR et que le prototype ou le lot prototype a été fabriqué conformément à la documentation technique et est représentatif du modèle type;
- ~~db~~) effectuer les contrôles et assister aux épreuves prescrites dans le RID/l'ADR, pour établir que les dispositions ont été appliquées et respectées et que les procédures adoptées par le fabricant satisfont aux prescriptions;
- ~~fe~~) vérifier le ou les certificats délivrés par le ou les fabricants des matériaux en fonction des dispositions pertinentes du RID/de l'ADR;
- ~~gd~~) le cas échéant, approuver les procédures pour l'assemblage permanent des parties ou vérifier qu'elles ont été antérieurement agréées et que le personnel réalisant l'assemblage permanent des parties et les essais non destructifs est qualifié ou agréé;
- ~~he~~) convenir avec le ~~fabricant demandeur~~ de l'endroit et des centres d'essais où les contrôles et les ~~épreuves essais~~-nécessaires doivent être réalisés.

L'organisme ~~de contrôle-competent~~ délivre au ~~fabricant demandeur~~ un procès-verbal d'examen de type.

#### 1.8.7.2.23

##### Délivrance du certificat d'agrément de type

Les agréments de type autorisent la fabrication des récipients à pression, citernes, wagons-batteries/véhicules-batteries ou CGEM dans les limites de la période de validité de l'agrément.

#### 1.8.7.2.2.1

Lorsque le type satisfait à toutes les dispositions applicables, l'autorité compétente,~~son représentant~~ ou l'organisme de contrôle doit délivrer un certificat d'agrément de type au ~~fabricant demandeur~~ conformément aux chapitres 6.2 et 6.8. [Amendement de conséquence au chapitre 6.2]

Ce certificat doit comporter :

- a) le nom et l'adresse de l'émetteur;
- b) le nom et l'adresse du fabricant ~~et du demandeur si celui-ci n'est pas le fabricant~~;
- c) une référence à la version du RID/de l'ADR et aux normes utilisées pour l'examen de type;

- d) toutes prescriptions résultant de l'examen;
- e) les données nécessaires pour l'identification du type et des variantes, tels que définis par les normes pertinentes;
- f) la référence aux procès-verbaux d'examen de type; ~~et~~
- g) la période de validité maximale de l'agrément de type; ~~et~~
- h) toute prescription spécifique contenue dans les chapitres 6.2 et 6.8.

Une liste des parties pertinentes de la documentation technique doit être annexée au certificat (voir 1.8.7.~~87~~.1).

#### 1.8.7.2.42.2

L'agrément de type a une durée de validité de dix ans au maximum. Si au cours de cette période les prescriptions techniques pertinentes du RID/de l'ADR, ~~(y compris les normes citées en référence)~~, ont été modifiées de telle manière que le type agréé n'est plus conforme à celles-ci, l'autorité compétente ou l'organisme de contrôle compétent qui a délivré le certificat ~~ld'~~agrément de type doit ~~le retirer et~~ en informer le fabricant détenteur. Lorsque l'agrément de type n'est plus valide, il doit être retiré par l'autorité compétente ou l'organisme de contrôle qui a délivré le certificat d'agrément de type.

*NOTA: En ce qui concerne ~~laes~~ dates limite ~~ultimes~~ de retrait des agréments de type existants, voir la colonne ~~(5)~~ des tableaux des 6.2.4 et 6.8.2.6 ou 6.8.3.6 selon le cas.*

Lorsqu'un agrément de type a expiré, ou a été retiré, ou n'est plus conforme aux prescriptions techniques applicables du RID/de l'ADR, la fabrication des récipients à pression, citernes, wagons-batteries/véhicules-batteries ou CGEM conformément à cet agrément n'est plus autorisée.

Dans ce cas, les dispositions pertinentes relatives à l'utilisation, au contrôle périodique et au contrôle intermédiaire des récipients à pression, citernes, wagons-batteries/véhicules-batteries ou CGEM contenues dans l'agrément de type qui a expiré ou qui a été retiré continuent à être applicables aux récipients à pression, citernes, wagons-batteries/véhicules-batteries ou CGEM construits avant l'expiration ou le retrait s'ils peuvent continuer à être utilisés.

Ils peuvent encore être utilisés tant qu'ils restent en conformité avec les prescriptions du RID/de l'ADR. S'ils ne sont plus en conformité avec les prescriptions du RID/de l'ADR, ils peuvent encore être utilisés uniquement si cette utilisation est permise par des mesures transitoires appropriées au chapitre 1.6.

Les agréments de type peuvent être renouvelés par l'autorité compétente ou l'organisme de contrôle sur la base d'un ~~réexamen et d'une évaluation complets~~ examen de la conformité du type aux prescriptions du RID/de l'ADR applicables à la date du renouvellement, délivré par un organisme de contrôle. Le renouvellement n'est pas autorisé après qu'un agrément de type a été retiré. Des modifications survenues pendant la période de validité d'un agrément de type existant (par exemple pour les récipients à pression, des modifications mineures telles que l'addition d'autres dimensions ou volumes admis sans qu'il y ait remise en cause de la conformité, ou, pour les citernes, voir le 6.8.2.3.2) ne prolongent pas ni ne modifient cette période de validité.

*NOTA: ~~La révision et l'évaluation de la conformité l'examen de type pour le renouvellement peuvent être effectué~~ faite par un organisme de contrôle autre que celui qui a délivré ~~l'agrément~~ le procès-verbal d'examen de type d'origine.*

L'autorité compétente ou l'organisme de contrôle, qui a délivré le certificat d'agrément de type, de délivrance doit conserver tous les documents pour l'agrément de type (voir le 1.8.7.87.1) et le procès-verbal d'examen de type pendant ~~toute la~~ une période ~~de validité~~ d'au moins 20 ans à compter de la dernière date de production de matériels du même type, y compris les renouvellements ~~s'ils sont accordés.~~

#### 1.8.7.2.52.3

En cas de transformation d'un récipient à pression, d'une citerne, d'un wagon-batterie/véhicule-batterie ou d'un CGEM avec un agrément de type en cours de validité, ayant expiré ou ayant été retiré, les examens de type, épreuves, contrôles et agréments pertinents sont limités aux parties du récipient à pression, de la citerne, du wagon-batterie/véhicule-batterie ou du CGEM qui ont été transformées-modifiées.

La transformation doit satisfaire aux dispositions du RID/ADR applicables au moment où elle a lieu. Pour toutes les parties du récipient à pression, de la citerne, du wagon-batterie/véhicule-batterie ou du CGEM qui ne sont pas concernées par la transformation, la documentation de l'agrément de type initial reste valable.

Une transformation peut s'appliquer à un ou à plusieurs récipients à pression, citernes, wagons-batteries/véhicules-batteries ou CGEM couverts par un agrément de type.

Lorsque le récipient à pression, la citerne, le wagon-batterie/véhicule-batterie ou le CGEM, transformé, satisfait à toutes les dispositions applicables, Un certificat d'agrément supplémentaire approuvant pour la transformation doit être délivré au propriétaire ou à l'exploitant demandeur par l'autorité compétente d'un Etat partie au RID/d'une Partie contractante à l'ADR ~~ou par un organisme désigné par elle conformément aux chapitres 6.2 et 6.8~~. Pour les citernes, wagons-batteries/véhicules-batteries ou CGEM une copie doit être conservée en tant qu'élément du dossier de citerne.

~~Toute demande de certificat d'agrément pour une transformation doit être adressée par le demandeur à une autorité compétente unique ou à un organisme désigné par cette autorité compétente.~~

### 1.8.7.3

#### *Suivi Surveillance de la fabrication*

#### 1.8.7.3.1

~~Le procédé de fabrication doit être examiné par l'organisme compétent pour s'assurer que le produit est fabriqué conformément aux dispositions de l'agrément de type.~~

#### ~~1.8.7.3.2~~

~~Le fabricant demandeur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que le procédé de fabrication soit conforme aux dispositions applicables du RID/de l'ADR ainsi qu'au certificat d'agrément de type et à ses justificatifs et procès-verbaux annexes.~~

#### 1.8.7.3.23

Le procédé de fabrication est soumis au suivi de l'organisme compétent.

L'organisme compétent doit:

- a) vérifier la conformité avec la documentation technique prescrite au 1.8.7.87.32 et avec les dispositions applicables du RID/de l'ADR et du certificat d'agrément de type et ses justificatifs et procès-verbaux;
- b) vérifier que le procédé de fabrication débouche sur des matériels produits conformes aux prescriptions et à la documentation qui s'y applique;
- c) vérifier la traçabilité des matériaux et contrôler les certificats des matériaux en fonction des spécifications;
- d) le cas échéant, vérifier que le personnel qui réalise l'assemblage permanent des parties et les essais non destructifs est qualifié ou agréé;

- e) convenir avec le ~~fabricant demandeur~~ de l'endroit où les contrôles et essais nécessaires doivent être réalisés; et
- f) consigner les résultats de son ~~suivi examen~~.

**1.8.7.4 Contrôles et épreuves initiaux**

1.8.7.4.1 Le ~~fabricant demandeur~~ doit:

- a) apposer les marques prescrites dans le RID/l'ADR; et
- b) fournir à l'organisme compétent la documentation technique prescrite au 1.8.7.87.

1.8.7.4.2 L'organisme compétent doit:

- a) réaliser les contrôles et les essais nécessaires pour vérifier que le ~~matériel produit~~ est fabriqué conformément à l'agrément de type et aux dispositions pertinentes;
- b) vérifier, en fonction de l'équipement de service, les certificats fournis par les fabricants de ces équipements;
- c) délivrer ~~au demandeur~~ un procès-verbal des contrôles et épreuves initiaux relatif aux épreuves et vérifications effectuées et à la documentation technique vérifiée;
- d) établir un certificat écrit de conformité de la fabrication et apposer sa marque déposée lorsque la fabrication est conforme aux dispositions; et
- e) vérifier si l'agrément de type demeure valide après que des dispositions du RID/ADR (y compris les normes citées en référence) se rapportant à l'agrément de type ont été modifiées. Si l'agrément de type n'est plus valide, l'organisme compétent doit délivrer un [procès-verbal/attestation] de contrôle de refus et en informer l'autorité compétente ou l'organisme de contrôle qui a délivré le certificat d'agrément de type.

Le certificat visé en d) et le procès-verbal visé en c) peuvent couvrir un certain nombre d'équipements du même type (certificat ou procès-verbal pour un groupe d'équipements).

1.8.7.4.3 Le certificat doit comporter au moins:

- a) le nom et l'adresse de l'organisme compétent;
- b) le nom et l'adresse du fabricant ~~et le nom et l'adresse du demandeur si celui-ci n'est pas le fabricant~~;
- c) le lieu du contrôle initial;
- ed) une référence à la version du RID/de l'ADR et aux normes utilisées pour les contrôles et les épreuves initiaux;
- ec) les résultats des contrôles et des épreuves;
- ef) les données pour l'identification des ~~matériels produits~~ contrôlés, au moins le numéro de série ou, pour les bouteilles non rechargeables, le numéro de lot;
- fg) le numéro d'agrément de type.

### 1.8.7.5      Vérification de mise en service

1.8.7.5.1      Si l'autorité compétente exige une vérification de mise en service conformément au 6.8.1.5.5, le propriétaire ou l'exploitant doit faire appel à un organisme de contrôle unique pour effectuer ce contrôle et lui fournir le certificat d'agrément de type et la documentation technique spécifiée au 1.8.7.8.

1.8.7.5.2      L'organisme de contrôle doit examiner la documentation et:

- a)      réaliser des vérifications interne et externe;
- b)      vérifier la conformité avec le certificat d'agrément de type;
- c)      vérifier la validité des agréments des organismes de contrôle qui ont réalisé les contrôles et épreuves précédents;
- d)      vérifier que les mesures transitoires du 1.6.3 ou 1.6.4 ont été respectées.

1.8.7.5.3      L'organisme de contrôle doit délivrer un procès-verbal de vérification de mise en service contenant les résultats de l'évaluation. Le propriétaire ou l'exploitant doit être en mesure de présenter ce procès-verbal à toute demande de l'autorité compétente exigeant la vérification de la mise en service, et à tout organisme de contrôle chargé des contrôles et épreuves ultérieurs.

Dans le cas d'échec de la vérification de mise en service, les non-conformités doivent être corrigées et une nouvelle vérification de mise en service passée avec succès avant que la citerne ne soit utilisée.

L'organisme de contrôle chargé de la vérification de mise en service doit informer sans délai son autorité compétente de tout refus éventuel.

### 1.8.7.65      Contrôles périodiques, contrôles intermédiaires et contrôles exceptionnels

1.8.7.65.1      L'organisme compétent doit:

- a)      effectuer l'identification et vérifier la conformité avec la documentation;
- b)      réaliser les contrôles et assister aux épreuves afin de vérifier que les prescriptions sont satisfaites;
- c)      émettre des procès-verbaux ~~rapports~~ sur les résultats des contrôles et des épreuves, qui peuvent couvrir un certain nombre de matériels d'équipements; et
- d)      veiller à ce que les marques requises soient apposées.

1.8.7.65.2      Les procès-verbaux de contrôles ~~périodiques~~ et d'épreuves périodiques des récipients à pression doivent être conservés par le ~~demandeur~~ propriétaire ou l'exploitant au moins jusqu'au prochain contrôle périodique.

*NOTA: Pour les citernes, voir les dispositions concernant le dossier de citerne au 4.3.2.1.7.*

### 1.8.7.76      Supervision du service interne d'inspection ~~du demandeur~~

1.8.7.76.1      Le ~~fabricant~~ demandeur dans le cas de contrôle initial et de suivi de fabrication conformément aux chapitres 6.2 et 6.8, ou le centre d'épreuves dans le cas de contrôle périodique conformément au chapitre 6.2 doit:

- a) mettre en place un service interne d'inspection avec un système qualité, y compris des procédures techniques, couvrant les contrôles et les épreuves documentés au 1.8.7.87.65 et faisant l'objet d'une supervision;
- b) respecter les obligations découlant du système qualité tel qu'il a été approuvé et veiller à ce qu'il reste satisfaisant et efficace;
- c) nommer un personnel formé et compétent pour le service interne d'inspection; et
- d) apposer le signe distinctif de l'organisme de contrôle lorsqu'il y a lieu, et la marque du service interne d'inspection lorsqu'il y a lieu. [A prendre en compte au chapitre 6.2]

## 1.8.7.76.2

L'organisme de contrôle doit effectuer un audit initial. Si cet audit est satisfaisant, l'organisme de contrôle délivre une autorisation pour une période maximale de trois ans et les dispositions suivantes doivent être satisfaites:

- a) cet audit doit être effectué sur site pour confirmer que les contrôles et les épreuves effectués sur le produit sont conformes aux prescriptions du RID/de l'ADR;
- b) l'organisme de contrôle peut autoriser le service interne d'inspection à apposer le signe distinctif de l'organisme de contrôle sur chaque matériel produit agréé;
- c) l'autorisation peut être renouvelée après un audit sur site satisfaisant dans l'année qui précède l'expiration. La nouvelle période commence à la date d'expiration de l'autorisation; et
- d) les auditeurs-inspecteurs de l'organisme de contrôle effectuant les audits doivent être compétents pour évaluer la conformité du matériel produit couvert par le système qualité et le système qualité lui-même; et
- e) le service interne d'inspection doit exercer des activités à une fréquence qui assure le niveau de compétence nécessaire.

Le service interne d'inspection ne doit pas sous-traiter une partie de son activité.

## 1.8.7.76.3

L'organisme de contrôle doit effectuer des audits périodiques sur site pendant la durée de validité de l'autorisation pour s'assurer que le demandeur-service interne d'inspection maintient et applique le système qualité, y compris les procédures techniques. Les dispositions suivantes doivent être satisfaites:

- a) deux-les audits au moins doivent être effectués sur une période de douze au moins tous les six mois;
- b) l'organisme de contrôle peut exiger des visites supplémentaires, des formations, des modifications techniques ou des modifications du système qualité et limiter ou interdire les contrôles et épreuves devant être réalisés par le demandeur-service interne d'inspection;
- c) l'organisme de contrôle doit évaluer toute modification du système qualité et déterminer si le système qualité modifié satisfait toujours aux prescriptions de l'audit initial ou si une réévaluation complète est nécessaire;
- d) les auditeurs-inspecteurs de l'organisme de contrôle effectuant les audits doivent être compétents pour évaluer la conformité du matériel produit couvert par le système qualité et le système qualité lui-même; et

- e) l'organisme de contrôle doit remettre au demandeur-fabricant ou au centre d'épreuves, selon le cas, et au service interne d'inspection, un procès-verbal de visite ou d'audit et, si une des épreuves a-ont été réalisées, un procès-verbal d'épreuve.

1.8.7.76.4 En cas de non-conformité avec les prescriptions pertinentes, l'organisme de contrôle veille à ce que des mesures correctives soient prises. Si des mesures correctives ne sont pas prises en temps voulu, il suspend ou retire la permission donnée au service interne d'inspection de réaliser ses activités. L'avis de suspension ou de retrait est communiqué à l'autorité compétente. Il est remis au fabricant ou au centre d'épreuves, selon le cas, et au service interne d'inspection demandeur un procès-verbal indiquant en détail les raisons pour lesquelles l'organisme de contrôle a pris ses décisions.

#### 1.8.7.87 Documents

La documentation technique doit permettre d'évaluer la conformité avec les prescriptions pertinentes.

##### 1.8.7.87.1 Documents pour l'agrément examen de type

Le fabricant demandeur doit fournir communiquer, selon qu'il convient:

- a) la liste des normes utilisées pour la conception et la fabrication;
- b) une description du type avec toutes les variantes;
- c) les instructions selon la colonne pertinente du tableau A du chapitre 3.2 ou une liste des marchandises dangereuses à transporter pour des matériels équipements dédiés;
- d) un ou plusieurs plans d'ensemble;
- e) les plans détaillés avec les dimensions utilisées pour les calculs, du matériel de l'équipement, de l'équipement de service, de l'équipement de structure, du marquage et/ou de l'étiquetage nécessaire pour vérifier la conformité;
- f) les notes de calcul, les résultats et les conclusions;
- g) la liste des équipements de service et de leurs données techniques pertinentes et des informations sur les dispositifs de sécurité, y compris le calcul du débit de décompression le cas échéant;
- h) la liste des matériaux requis par la norme de construction utilisée pour chaque partie, sous-partie, revêtement, équipement de service et équipement de structure ainsi que les spécifications correspondantes pour les matériaux ou la déclaration de conformité au RID/à l'ADR correspondante;
- i) la qualification agréée du mode opératoire d'assemblage permanent;
- j) la description des procédés de traitement thermique; et
- k) les procédures, descriptions et procès-verbaux de toutes les épreuves pertinentes énumérées dans les normes ou le RID/l'ADR pour l'agrément de type et pour la fabrication.

##### 1.8.7.8.2 Documents pour la délivrance du certificat d'agrément de type

Le fabricant doit fournir:

- a) la liste des normes utilisées pour la conception et la fabrication;

- b) une description du type avec toutes les variantes;
- c) les instructions selon la colonne pertinente du tableau A du chapitre 3.2 ou une liste des marchandises dangereuses à transporter pour des matériels dédiés;
- d) un ou plusieurs plans d'ensemble;
- e) la liste des matériaux en contact avec les marchandises dangereuses;
- f) la liste des équipements de service;
- g) le procès-verbal d'examen de type; et
- h) autres documents mentionnés au 1.8.7.8.1 à la demande de l'autorité compétente.

1.8.7.~~87.32~~ *Documents pour le suivi la surveillance de la fabrication*

Le ~~fabricant demandeur~~ doit ~~mettre à disposition~~ fournir, selon qu'il convient:

- a) les documents énumérés aux 1.8.7.~~87.1~~ et 1.8.7.8.2;
- b) une copie du certificat d'agrément de type;
- c) les procédures de fabrication, y compris les procédures d'essais;
- d) les rapports de fabrication;
- e) les qualifications agréées du personnel chargé de l'assemblage permanent;
- f) les qualifications agréées du personnel chargé des essais non destructifs;
- g) les procès-verbaux des essais destructifs et non destructifs;
- h) les enregistrements des traitements thermiques; et
- i) les rapports d'étalonnage.

1.8.7.~~87.43~~ *Documents pour les épreuves et contrôles initiaux, ainsi que pour la vérification de mise en service*

Le ~~fabricant demandeur~~ pour les épreuves et contrôles initiaux, et le propriétaire ou l'exploitant pour la vérification de mise en service, doivent ~~fournir~~ mettre à disposition, selon qu'il convient:

- a) les documents énumérés aux 1.8.7.~~87.1~~, 1.8.7.8.2, et 1.8.7.~~87.32~~;
- b) les certificats des matériaux du matériel de l'équipement et de toute sous-partie;
- c) les déclarations de conformité et les certificats des matériaux de l'équipement de service; et
- d) une déclaration de conformité comportant la description du matériel de l'équipement et de toutes les variantes adoptées depuis l'agrément de type.

1.8.7.~~87.54~~ *Documents pour les contrôles périodiques, les contrôles intermédiaires et les contrôles exceptionnels*

Le ~~demandeur propriétaire ou l'exploitant, ou son représentant autorisé~~ doit fournir ~~mettre à disposition~~, selon qu'il convient:



- a) pour les récipients à pression, les documents énonçant des prescriptions spéciales lorsque les normes relatives à la construction et aux contrôles et épreuves périodiques l'imposent;
- b) pour les citernes:
  - i) le dossier de citerne; et
  - ii) ~~un ou plusieurs des tout~~ documents pertinent mentionnés aux 1.8.7.87.1 à 1.8.7.87.43 ~~si l'organisme de contrôle le demande.~~

#### 1.8.7.87.65 Documents pour l'évaluation du service interne d'inspection

Le ~~demandeur d'un~~ service interne d'inspection doit ~~mettre à disposition~~ fournir la documentation relative au système qualité selon qu'il convient:

- a) la structure organisationnelle et les responsabilités;
- b) les règles concernant les contrôles et les ~~épreuves-essais~~, le contrôle qualité, l'assurance-qualité et les modes opératoires ainsi que les mesures systématiques qui seront utilisées;
- c) les relevés d'évaluation de la qualité, tels que ~~rapports-procès-verbaux~~ de contrôle, données d'épreuve et données d'étalonnage, et des certificats;
- d) l'évaluation par la direction de l'efficacité du système qualité sur la base des résultats des audits sur site conformément au 1.8.7.76;
- e) la procédure décrivant comment il est satisfait aux exigences des clients et des règlements;
- f) la procédure de contrôle des documents et de leur révision;
- g) les procédures à suivre pour les matériels produits-non conformes; et
- h) des programmes de formation et procédures de qualification s'appliquant au personnel.

#### 1.8.7.8 Équipements fabriqués, agréés, contrôlés et éprouvés conformément aux normes

~~Il est réputé satisfait aux prescriptions du 1.8.7.7 si les normes ci-après, selon qu'il y a lieu, sont appliquées:~~

<del>Sous-section et paragraphe applicables</del>	<del>Références</del>	<del>Titre du document</del>
<del>1.8.7.7.1 à 1.8.7.7.4</del>	<del>EN 12972:2007</del>	<del>Citernes destinées au transport des matières dangereuses – Épreuve, contrôle et marquage des citernes métalliques</del>

## Annexe III

### Amendements proposés à la section 1.8.6

- 1.8.6 **Contrôles administratifs pour les activités la réalisation des évaluations de la conformité, des contrôles périodiques, des contrôles intermédiaires et des contrôles exceptionnels visés au 1.8.7 et 1.8.8**
- 1.8.6.1 **Règles générales Approval of inspection bodies**
- L'autorité compétente d'un Etat partie au RID/d'une Partie Contractante à l'ADR peut agréer des organismes de contrôle pour les évaluations de la conformité, les contrôles périodiques, les contrôles intermédiaires, les contrôles exceptionnels, les vérifications de mise en service et la supervision du service interne d'inspection visés au 1.8.7 comme applicables aux chapitres 6.2 et 6.8.
- 1.8.6.2 **Obligations opérationnelles de l'autorité compétente, son représentant ou l'organisme de contrôle agréé par elle**
- 1.8.6.2.1 Lorsque l'autorité compétente agrée un organisme de contrôle, l'accréditation doit être basée sur une accréditation selon la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3) [ou sur un système national équivalent conformément au 1.8.6.2.4].
- Les organismes de contrôle appliquant les procédures d'évaluation de la conformité, de contrôles et d'épreuves des récipients à pression "UN", des récipients à pression "non-UN", des citernes, des wagons-batteries/véhicules-batteries et des CGEM doivent être accrédités ainsi que précisé aux 6.2.2.11 et 6.2.3.6 et dans les dispositions spéciales TA4 et TT9 du 6.8.4.
- [Lorsque l'autorité compétente n'agrée pas d'organismes de contrôle mais réalise ces tâches elle-même, elle doit respecter les dispositions du 1.8.6.3.]
- 1.8.6.2.2 *Agrément des organismes de contrôle*
- 1.8.6.2.2.1 L'organisme de contrôle doit être établi en vertu du droit national et être une personne morale dans un Etat partie au RID/une Partie contractante à l'ADR où la demande d'accréditation est présentée.
- 1.8.6.2.2.2 L'accréditation délivrée par l'autorité compétente ne doit pas dépasser une période de cinq ans.
- 1.8.6.2.2.3 Un organisme de contrôle qui commence une nouvelle activité peut être agréé temporairement. Avant l'accréditation la désignation temporaire, l'autorité compétente doit s'assurer que l'organisme de contrôle satisfait aux prescriptions du 1.8.6.3.1 de la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3). L'organisme de contrôle doit être accrédité selon la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3) ou agréé selon le système national équivalent au cours de sa première année d'activité pour pouvoir continuer cette nouvelle activité.
- 1.8.6.2.3 **Surveillance des organismes de contrôles**
- 1.8.6.2.3.1 L'autorité compétente doit assurer la surveillance le suivi des organismes de contrôle et révoquer ou limiter l'accréditation donnée si elle constate qu'un organisme agréé n'est plus en conformité avec l'accréditation et les prescriptions du 1.8.6.3.1 1.8.6.8 ou n'applique pas les procédures précisées dans les dispositions du RID/ADR.
- NOTA: Les entités mentionnées au 1.8.6.3.3 doivent également être incluses dans la surveillance de l'organisme de contrôle.**

- 1.8.6.2.3.2 Si son agrément est révoqué ou limité ou si l'organisme de contrôle a cessé ses activités, l'autorité compétente prend les mesures appropriées pour veiller à ce que les dossiers soient traités par un autre organisme de contrôle ou tenus à disposition.
- 1.8.6.2.3.3 [Lorsque l'organisme de contrôle mène des activités en dehors du territoire de l'État partie au RID/la Partie contractante à l'ADR, ces activités doivent être surveillées par l'autorité compétente de l'État partie au RID/la Partie contractante à l'ADR qui a délivré l'agrément.]
- 1.8.6.2.3.4 [Si une autorité compétente d'un autre État partie au RID/d'une autre Partie contractante à l'ADR où se déroulent les activités se rend compte de non-conformité, cet État partie au RID/cette Partie contractante à l'ADR doit en informer l'autorité compétente de l'État partie au RID/de la Partie contractante à l'ADR ayant délivré l'agrément.]
- 1.8.6.2.4 *Notification et agrément de systèmes nationaux*
- Les systèmes nationaux d'agrément et de surveillance d'organismes de contrôle doivent être équivalents à la norme EN ISO/CEI 17011:2017, partie 7 et à la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3), et doivent être notifiés et agréés par le Comité d'experts du RID/Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses en appliquant la procédure suivante:
- a) l'État partie au RID/la Partie contractante à l'ADR communique la description de son système national en anglais au Comité d'experts du RID/Groupe de travail du transport des marchandises dangereuses;
  - b) le Comité d'experts du RID/Groupe de travail du transport des marchandises dangereuses détermine si le système national est équivalent aux dispositions du présent chapitre et prend une décision dans un délai de douze mois;
  - c) le secrétariat de l'OTIF/de la CEE-ONU publie une liste des États parties au RID/Parties contractantes à l'ADR qui ont mis en œuvre un système national agréé;
  - d) Si une version révisée de l'une des normes mentionnées ci-dessus a été adoptée, l'autorité compétente doit réévaluer son système national. Si les modifications affectent le système national, ce système doit être révisé pour refléter les modifications. Le système national révisé est ensuite soumis à la Commission d'experts du RID/au Groupe de travail du transport des marchandises dangereuses pour ré-agrément.
- 1.8.6.2.5 *Obligation d'information*
- 1.8.6.2.5.1 Les États partie au RID/Parties contractantes à l'ADR doivent publier leurs procédures nationales concernant l'évaluation, la désignation-l'agrément et la surveillance le suivi des organismes de contrôle et toute modification en la matière.
- 1.8.6.2.5.2 L'autorité compétente de l'État partie au RID/Partie contractante à l'ADR doit publier une liste à jour des organismes de contrôle agréés dans son pays, y compris les organismes de contrôle agréés temporairement, comme décrit au 1.8.6.2.3. Il est fait référence à cette liste sur le site internet de l'OTIF/la CEE-ONU. Cette liste doit au moins contenir les informations suivantes:
- a) les bureaux agréés et les adresses de l'organisme de contrôle;
  - b) le domaine d'activité pour lequel l'organisme de contrôle est agréé;

c) une indication si l'organisme de contrôle est accrédité conformément à la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3) par l'organisme d'accréditation national et, le cas échéant, le type d'accréditation;

d) le cachet et/ou la marque du poinçon, comme prévu, de l'organisme de contrôle.

1.8.6.2.5.3 Chaque État partie au RID/Partie contractante à l'ADR peut reconnaître des organismes de contrôle agréés par l'autorité compétente d'autres États partie au RID/Parties contractantes à l'ADR pour effectuer des contrôles dans leur pays, uniquement sur la base de la liste visée au 1.8.6.2.5.2. L'État partie au RID/La Partie contractante à l'ADR ajoute ces informations à la liste mentionnée au 1.8.6.2.5.2 et informe le secrétariat de l'OTIF/la CEE-ONU.

1.8.6.3 ***Obligations opérationnelles des l'autorité compétente, son représentant ou l'organismes de contrôle ~~agréé par elle~~***

1.8.6.3.1 Règles générales

L'organisme de contrôle doit:

- a) disposer d'un personnel travaillant dans un cadre organisationnel approprié, capable, compétent et qualifié pour s'acquitter correctement de ses tâches techniques;
  - b) avoir accès aux installations et au matériel nécessaires;
  - c) travailler de façon impartiale, et à l'abri de toute influence qui pourrait l'en empêcher;
  - d) garantir la confidentialité commerciale des activités commerciales et des activités protégées par des droits exclusifs, exercées par les fabricants et d'autres entités;
  - e) bien séparer les activités de contrôle proprement dites des autres activités;
  - f) disposer d'un système de management de la qualité documenté, équivalent à celui défini dans la norme EN ISO/CEI 17020:2012;
  - g) veiller à ce que les épreuves et les contrôles prévus dans la norme applicable et dans le RID/ADR soient menés à bien; et
  - h) maintenir un système efficace et approprié de rapports ~~comptes rendus~~ et d'enregistrements ~~de registres~~ conformément aux 1.8.7 et 1.8.8;-
  - i) être libre de toute pression commerciale ou financière et ne pas rémunérer son personnel en fonction du nombre de contrôles effectués ou des résultats de ces contrôles;
  - j) souscrire une assurance responsabilité civile couvrant les risques liés aux activités exercées;
- NOTA: Cela n'est pas nécessaire si l'État partie au RID/la Partie contractante à l'ADR assume sa responsabilité conformément au droit national.*
- k) avoir la ou les personne(s) responsable(s) de la réalisation des contrôles qui:
    - ne doivent pas être directement impliqués dans la conception, la fabrication, la construction ou la maintenance du matériel à contrôler;

- doivent suivre une formation couvrant tous les aspects des activités pour lesquelles l'organisme a été désigné;
- doivent avoir une connaissance, des compétences techniques et une compréhension appropriées des exigences applicables, des normes applicables et des dispositions pertinentes des parties 4 et 6;
- doivent posséder l'aptitude pour rédiger les attestations, enregistrements et rapports démontrant que des évaluations ont été effectuées;
- sont liées par le secret professionnel pour les informations dont elles prennent connaissance dans l'exercice de leurs fonctions ou de toute disposition de droit national lui donnant effet, sauf en ce qui concerne les autorités compétentes de l'État partie au RID/de la Partie contractante à l'ADR dans lequel sont menées ses activités. À la demande d'autres organismes de contrôle, les informations peuvent être partagées autant que nécessaire pour la réalisation des contrôles et épreuves.

~~L'organisme de contrôle doit en outre être accrédité conformément à la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3),~~

Les exigences de cette section sont réputées satisfaites si l'organisme de contrôle est conforme à la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3). La conformité à cette norme n'est pas obligatoire pour être désigné en tant qu'organisme de contrôle pour des activités autres que la délivrance de certificats d'agrément de type ou des activités spécifiées aux 6.2.2.1 et 6.2.3.6 et dans les dispositions spéciales TA4 et TT9 du 6.8.4.

1.8.6.3.2 *Obligations opérationnelles ~~de l'autorité compétente, son représentant ou l'organisme de contrôle agréé par elle~~*

1.8.6.3.2.1 L'autorité compétente, ~~son représentant~~ ou l'organisme de contrôle ~~agréé par elle~~ doit réaliser les évaluations de la conformité, les contrôles périodiques, les contrôles intermédiaires, ~~et~~ les contrôles exceptionnels et les vérifications de mise en service de manière proportionnée en évitant d'imposer des charges inutiles. L'autorité compétente, ~~son représentant~~ ou l'organisme de contrôle doit accomplir ses activités en tenant compte de la taille des entreprises concernées, du secteur et de leur structure, du degré de complexité de la technologie et de la nature de la production en série.

1.8.6.3.2.2 ~~Cependant, il~~ L'autorité compétente, ~~son représentant~~ ou l'organisme de contrôle doit respecter le degré de rigueur et le niveau de protection requis pour la conformité ~~de l'équipement sous pression transportable~~ avec les prescriptions applicables des parties 4 et 6.

1.8.6.3.2.3 Si une autorité compétente, ~~son représentant~~ ou ~~l'un~~ organisme de contrôle constate que les prescriptions énoncées dans les parties 4 ou 6 n'ont pas été respectées par le fabricant, elle/il doit exiger du fabricant qu'il prenne les mesures correctives appropriées et elle/il ne doit pas délivrer un certificat d'agrément de type ou un certificat de conformité jusqu'à ce que les mesures correctives appropriées soient prises.

1.8.6.3.3 *Délégation de tâches de contrôles*

*NOTA: Les services internes d'inspection selon le 1.8.7.76 ne sont pas régis par le 1.8.6.3.3-4.*

1.8.6.3.3.1 Si un organisme de contrôle a recours aux services d'une autre entité (par exemple un sous-traitant ou une filiale) pour effectuer des tâches spécifiques dans le cadre de l'évaluation de la conformité, des contrôles périodiques, des contrôles intermédiaires ou des contrôles

exceptionnels, cette entité doit être incluse dans l'accréditation de l'organisme de contrôle ou doit être accréditée séparément. En cas d'accréditation séparée, cette entité doit être dûment accréditée soit conformément à la norme EN ISO/CEI 17025:2005 et reconnue par l'organisme de contrôle comme laboratoire d'essais indépendant et impartial pour pouvoir accomplir les tâches liées aux essais en conformité avec son accréditation, soit conformément à la norme EN ISO/CEI 17020:2012 (sauf article 8.1.3). L'organisme de contrôle doit s'assurer que cette entité répond aux exigences fixées pour les tâches qui lui sont confiées avec le même degré de compétence et de sécurité que celui prescrit pour les organismes de contrôle (voir [1.8.6.3.1-1.8.6.8](#)) et il doit la surveiller. L'organisme de contrôle doit tenir informée l'autorité compétente des mesures susmentionnées.

- 1.8.6.3.3.2 L'organisme de contrôle doit assumer l'entière responsabilité des tâches effectuées par de telles entités quel que soit l'endroit où les tâches sont effectuées par celles-ci.
- 1.8.6.3.3.3 L'organisme de contrôle ne doit pas déléguer la tâche entière d'évaluation de la conformité, de contrôle périodique, de contrôle intermédiaire ou de contrôle exceptionnel. Dans tous les cas, l'évaluation et la délivrance des certificats doivent être effectuées par l'organisme de contrôle lui-même.
- 1.8.6.3.3.4 Des activités ne doivent pas être déléguées sans l'accord du demandeur.
- 1.8.6.3.3.5 L'organisme de contrôle doit tenir à la disposition de l'autorité compétente les documents pertinents concernant l'évaluation des qualifications et des travaux effectués par les entités susmentionnées.
- 1.8.6.3.4 *Obligations ~~des organismes de contrôle~~ en matière d'information*

Tout organisme de contrôle doit fournir à l'autorité compétente qui l'a agréé les éléments suivants:

- a) sauf lorsque les dispositions du 1.8.7.2.[2.24](#) s'appliquent, tout refus, restriction, suspension ou retrait de certificat d'agrément de type;
- b) toute circonstance influant sur la portée et les conditions de l'agrément tel que délivré par l'autorité compétente;
- c) toute demande d'information reçue des autorités compétentes contrôlant la conformité selon [le 1.8.1 ou 1.8.6.6 ce chapitre](#) concernant des activités ~~d'évaluation de la conformité~~ réalisées;
- d) sur demande, les activités ~~d'évaluation de la conformité~~ réalisées dans le cadre de leur agrément ~~et toute autre activité réalisée~~, y compris la délégation de tâches.